

# Apprivoiser le lion blessé — La transformation des forces de sécurité en Afrique occidentale



Pour parvenir à une paix durable à l'échelle nationale et régionale en Afrique occidentale, il faut savoir comment approcher les forces de sécurité. (ACDI : Bruce Paton)

2004-09-07

*par Peter S. Moore*

Coups d'État et conflits sont depuis quarante ans le triste lot de millions d'Ouest-Africains. La Sierra Leone, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, la Côte d'Ivoire et le Nigéria sont des noms qui évoquent guerres civiles, guérillas et répressions brutales et sans issue.

Avec l'instauration de fragiles démocraties, de nouveaux gouvernements civils remplacent des régimes militaires. Mais trop souvent, les parties en présence ne savent pas se parler. En fait, il n'est pas rare que les motivations et les objectifs de ceux d'en face leur inspirent une certaine méfiance. Les civils qui ont vécu dans des sociétés répressives craignent les forces de sécurité, avec lesquelles ils évitent de communiquer dans leur ignorance des questions de défense et de maintien de l'ordre.

Militaires, policiers et spécialistes de la sécurité doutent de leur côté que les civils soient capables de comprendre les problèmes de sécurité et de prendre de bonnes décisions. De plus, quand des forces de sécurité ont commis des violations des droits de la personne ou pratiqué la corruption, leurs chefs craignent la vengeance des civils une fois ceux-ci au pouvoir.

« Un lion blessé est très dangereux », explique Kayode Fayemi, directeur du [Centre for Democracy and Development \(CDD\)](#), une organisation non gouvernementale qui défend les valeurs de la démocratie, de la paix et des droits de la personne en Afrique par la sensibilisation, la formation et la recherche. Pour parvenir à une paix durable à l'échelle nationale et régionale en Afrique occidentale, il faut savoir comment approcher le « lion blessé », selon M. Fayemi.

## Un guide du changement

Le CDD vient de publier un guide de 176 pages qui servira également d'outil de formation. Les lecteurs, en particulier les décideurs, y trouveront des conseils sur la transformation du secteur de la sécurité. Financé en partie par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada, ce guide est un outil complet d'analyse des choix qui s'offrent

aux militaires, aux représentants publics et aux membres de la société civile. On y trouve des exemples de bonnes et de mauvaises pratiques glanés aux quatre coins du continent, de même qu'un exposé de nouvelles valeurs telles que l'approche de la « sécurité humaine » défendue par le Canada aux Nations Unies.

Ce guide vise à faciliter la prise de décisions éclairées en matière de sécurité. Il s'adresse aux décideurs et aux intervenants, notamment aux militaires et fonctionnaires de rang intermédiaire à supérieur ainsi qu'aux parlementaires, en particulier aux membres de comités chargés de questions relatives à la défense.

### **Des ressources convoitées**

L'histoire de l'Afrique occidentale est émaillée de conflits. Les puissances coloniales européennes — la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Espagne et le Portugal — s'y sont livrées à une concurrence féroce pour s'approprier les immenses richesses naturelles de la région, c'est-à-dire, l'or, les diamants, le pétrole et les denrées alimentaires, sans compter les esclaves à une certaine époque. Ajoutée au caractère arbitraire des frontières et à la faiblesse des États, la convoitise que suscitent ces ressources alimente toujours les conflits entre pays ouest-africains et entre autorités militaires et civiles. Dans chacun des conflits qu'ont connus 10 des 16 pays de la région dans les années 90, le « secteur de la sécurité » a participé à la guerre, d'où une certaine confusion au sujet du rôle des autorités civiles et militaires.

Les événements survenus ces dernières années en Afrique occidentale se sont caractérisés par le ressentiment des militaires face à l'ingérence des pouvoirs publics dans les décisions concernant la taille et le rôle des forces armées, les divergences de vues entre les autorités militaires affaiblies et les nouveaux gouvernements civils, le recours aux militaires pour se dérober aux décisions d'organes internationaux, et la destruction de forces de sécurité professionnelles pour se maintenir au pouvoir.

Des réseaux linguistiques et culturels de solidarité existent entre les groupes ethniques qui peuplent de nombreux pays ouest-africains, dont les frontières sont poreuses. Les récents conflits dans la région, surtout en Sierra Leone et au Libéria, ont provoqué des mouvements massifs de réfugiés et donné lieu à de nombreuses violations des droits de la personne.

### **Des réformes pour la forme**

Il n'est pas facile de modifier la façon de penser des militaires et des gouvernants. Quand ils discutent de réforme des forces armées, la plupart des gouvernements « parlent pour parler » selon M. Fayemi. Ils ne souhaitent pas vraiment de réels changements susceptibles de nuire à leurs intérêts.

« Quand vous avez affaire à des forces de sécurité fières d'avoir intimidé la population, ajoute M. Fayemi, rien ne marchera tant que les responsables n'auront pas modifié leur façon de penser... » Le CDD souhaite que son guide contribuera à changer les choses. On y traite de problèmes de gouvernance dans tous les secteurs des services de sécurité, à l'aide d'exemples africains. Des chapitres sont consacrés à l'élaboration des politiques de sécurité nationale, à la gestion financière, aux forces de défense, à la police et aux services connexes de justice pénale, aux services du renseignement, aux institutions régionales qui contribuent à l'élaboration des politiques de sécurité, et aux organismes internationaux.

À chaque étape de la rédaction du guide, le CDD a consulté les autorités du Sénégal, du Nigéria, des Seychelles, de l’Afrique du Sud et du Mozambique. On a demandé l’avis de hauts responsables de l’armée, de la police, du renseignement et du gouvernement, ainsi que d’universitaires, de groupes de réflexion et d’organisations de la société civile. Selon M. Fayemi, la formation vise essentiellement à faciliter le contrôle démocratique du secteur de la sécurité en défendant des valeurs qui renforcent la paix, la démocratie et la direction civile des affaires militaires. On s’attend à terme à ce que l’effet se fasse sentir sur les politiques publiques.

### **Un besoin à satisfaire**

Anicia Lala, chercheuse au Southern African Defence and Security Management (SADSEM) Network, a déjà fait partie de la Direction nationale de la politique de défense au sein du ministère mozambicain de la Défense. Elle estime que le guide sera d’une grande utilité pour les responsables de la sécurité et pour la société civile, dont le savoir-faire est limité.

D’après elle, le guide servira aussi à relancer le débat politique sur le rapport entre la sécurité et le développement, autour de l’idée qu’il ne saurait y avoir de développement sans sécurité. Une sécurité qui englobe aussi bien le logement, la protection des droits de la personne, la sécurité alimentaire et la sécurité environnementale que la sécurité militaire.

La réussite ou l’échec de la reconstruction d’un État en déroute « est habituellement fonction de la mesure dans laquelle la réforme ou la transformation du secteur de la sécurité porte fruit », estime Funmi Olonisakin, un membre de l’équipe de rédaction du guide du CDD qui a déjà travaillé auprès du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des répercussions des conflits armés sur les enfants des Nations Unies. Au Mali et en Afrique du Sud, par exemple, la réforme du secteur de la sécurité a été intégrée au développement démocratique du pays. Au Libéria, par contre, où l’on n’a pas opéré ce genre de réforme après la guerre, le danger que n’éclate un nouveau conflit est omniprésent.

### **Voir les choses autrement**

Le guide sera remis à des institutions clés du secteur de la sécurité — l’Union africaine, des organisations sous-régionales, les ministères nationaux de l’Intérieur, de la Sécurité, de la Défense et de la Justice et des instituts de formation tels que les académies militaires et les écoles de police, des institutions de justice pénale, des organisations de la société civile et des organismes de développement.

Le CDD projette également d’ouvrir au Nigéria en octobre prochain un institut régional pour la paix et la sécurité. Parallèlement à la formation sur la participation des civils à la sécurité, des cours sur les droits de la personne et la sécurité humaine seront offerts aux policiers et aux militaires.

*Peter S. Moore est un rédacteur basé à Ottawa.*

---

# Renseignements

**Kayode Fayemi**, Directeur, Centre for Democracy and Development (CDD), 2 Olabode Close, Ilupeju-Estate, BP 15700, Ikeja, Nigéria; tél. : +234 1 804 3221; téléc. : +234 1 555 6812; courriel : [kfayemi@cddnig.org](mailto:kfayemi@cddnig.org)

**Initiative de programme Consolidation de la paix et reconstruction (CPR)**, CRDI, CP 8500, Ottawa, Ontario, Canada K1G 3H9; tél. : (613) 236-6163; téléc. : (613) 567-7748; courriel : [peace@idrc.ca](mailto:peace@idrc.ca)